

RAPPORT DE LA TROISIÈME CONFÉRENCE SUR LA GESTION DES FINANCES PUBLIQUES

**POUR LES PAYS FRANCOPHONES
D'AFRIQUE TENUE LES 8 ET 9 FÉVRIER 2022
À LOMÉ, AU TOGO**





INTRODUCTION

De nombreux gouvernements africains améliorent la GFP grâce à la mise en œuvre de diverses réformes. Ces réformes devraient se poursuivre dans les années à venir, alors que le continent consolide ses efforts pour réaliser les aspirations de l'Agenda 2063 pour l'Afrique. Malgré des résultats prometteurs, les progrès ont été inégaux et des défis majeurs demeurent. Dans de nombreuses administrations, le manque d'information complète et exacte sur les finances publiques continue d'être une cause importante de préoccupation, car il a une incidence sur la responsabilisation et la prise de décisions éclairées par les décideurs. La pandémie actuelle de la COVID-19 a exacerbé la situation.

La Fédération panafricaine des comptables (PAFA), en partenariat avec la Fédération internationale des experts-comptables et commissaires aux comptes francophones (FIDEF), la Fédération internationale des experts-comptables (IFAC) et l'Union africaine (UA), a tenu la Conférence sur la gestion des finances publiques pour les pays francophones d'Afrique sous le thème *Réformes de la gestion des finances publiques, l'Agenda francophone* les 8 et 9 février 2022 à Lomé, au Togo. La conférence a été financée par le Fonds mondial et soutenue par la Banque africaine de développement, la Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) et la Banque mondiale. Il a été généreusement accueilli par l'Ordre National des Experts Comptables et Comptables Agréés au Togo (ONECCA Togo).

Il s'agissait de la troisième conférence de ce type. La première de la série avait pour thème la gestion des finances publiques axée sur les résultats et s'est tenue les 29 et 30 octobre 2015 à Dakar, au Sénégal. La deuxième, qui avait pour thème la gestion des finances publiques - renforcement des institutions et de la responsabilité, s'est tenue le 27 octobre 2016 à Antananarivo, à Madagascar.



OBJECTIF

En passant de l'engagement à l'action, l'objectif de la conférence de Lomé, au Togo, était de tracer une feuille de route pour les actions spécifiques à entreprendre par les organisations comptables professionnelles, les ministères des finances, les cours des comptes, les comités des comptes publics, les partenaires du développement et les groupements économiques régionaux afin d'accélérer les réformes, tout en soutenant les efforts réalisés jusqu'à présent. Un aperçu du programme de la conférence est présenté *à l'annexe 1*.



PARTICIPANTS

Bien que la participation à la conférence ait été affectée par les restrictions de la COVID-19, quarante-huit délégués de dix-huit pays étaient présents en personne. Ils représentaient des organisations comptables professionnelles, des ministères des finances, des cours des comptes, des comités de comptes publics, des partenaires de développement et d'autres décideurs des pays francophones d'Afrique. Une liste des délégués est présentée en **annexe 2**.



RÉSULTATS

Les participants ont délibéré sur les trois questions suivantes:

1

Quelles sont les principales actions à mener pour renforcer les relations entre la profession comptable et le secteur public?

2

Selon vous, quels sont les avantages de la comptabilité d'exercice et quelles sont les principales mesures à prendre pour aider le secteur public à passer à la comptabilité d'exercice?

3

Quelles sont vos propositions d'actions à mener au cours des deux prochaines années pour aider les parties prenantes à réaliser les principales actions découlant des questions 1 et 2?

Les participants se sont accordés sur les actions principales suivantes:

A

Établir ou renforcer les relations dans chaque pays entre les organisations comptables professionnelles et les principaux décideurs du secteur public (politiques et autres) et entretenir ces relations dans le temps.

B

Exploiter les relations mentionnées au point (a) pour faire le point sur les cadres comptables existants du secteur public (aux niveaux national, provincial et local) et compléter ou mettre à jour l'indice international de responsabilité financière du secteur public.*

C

Exploiter les relations mentionnées au point a) pour organiser des formations conjointes pour les comptables professionnels, les ministères des finances et les cours des comptes afin de partager les compétences réciproques relatives au secteur public, notamment la comptabilité d'exercice.

D

Identifier et s'engager avec les groupements économiques pertinents (par exemple, l'UEMOA, la CEMAC, etc.) et les organismes régionaux pour les informer des résultats de la conférence et les impliquer dans la quatrième conférence sur la gestion des finances publiques pour les pays francophones d'Afrique en 2024.

* <https://www.ifac.org/what-we-do/global-impact-map/accountability>

Actions recommandées pour les parties prenantes clés dans la mise en œuvre des résultats

PAFA appelle toutes les parties prenantes clés à passer de l'engagement à l'action en mettant en œuvre les recommandations suivantes pour atteindre les résultats:

RECOMMANDATION	PARTIE PRENANTE CLÉ			
	ORGANISME COMPTABLE PROFESSIONNEL	MINISTÈRE DES FINANCES	COUR DES COMPTES	COMITÉ DES COMPTES PUBLICS
1. Élaborer et mettre en œuvre une stratégie et un plan de collaboration avec les principaux décideurs du secteur public (y compris le ministère des Finances, la Cour des comptes, la commission des comptes publics)	Élaborer et mettre en œuvre une stratégie et un plan	Aider à mettre en œuvre la stratégie et le plan	Aider à mettre en œuvre la stratégie et le plan	Aider à mettre en œuvre la stratégie et le plan
2. Compléter ou mettre à jour l'indice international de responsabilité financière du secteur public		✓		
3. Rejoignez la nouvelle Association africaine des comptables généraux (AAG), une plateforme permettant aux États membres de l'UA d'échanger des connaissances sur les réformes visant à renforcer la gestion des finances publiques en Afrique		✓		
4. Organiser et participer à des formations conjointes pour les comptables professionnels, les ministères des finances et les cours des comptes afin de partager des compétences réciproques pertinentes pour le secteur public, notamment la comptabilité d'exercice	Organiser et participer à une formation conjointe	Participer à une formation conjointe	Participer à une formation conjointe	
5. Élaborer un cadre de qualification comptable et un programme post-qualification répondant aux besoins du secteur public*	✓			
6. Promouvoir ou parrainer une législation visant à professionnaliser la comptabilité et l'audit dans le secteur public				✓
7. Participer aux webinaires périodiques qui se tiendront jusqu'à la prochaine conférence en 2024 pour suivre les progrès par rapport aux résultats	✓	✓	✓	✓
8. Se préparer à participer à la prochaine conférence en 2024	✓	✓	✓	✓

Nous encourageons les organisations comptables professionnelles à suivre le travail de l'Initiative de professionnalisation africaine, qui vise à accroître la capacité des comptables professionnels à soutenir la responsabilité, la transparence et la bonne gouvernance dans le secteur public.



IL EST EN OUTRE RECOMMANDÉ QUE LES PARTENAIRES DE DÉVELOPPEMENT FOURNISSENT UNE ASSISTANCE TECHNIQUE ET FINANCIÈRE POUR FACILITER :

1. Mise en œuvre des recommandations ci-dessus.
2. Mise en œuvre de l'initiative de professionnalisation africaine.
3. La création de l'Association africaine des comptables généraux (AAAG).
4. Les webinaires périodiques qui se tiendront jusqu'à la prochaine conférence en 2024 pour suivre les progrès par rapport aux résultats.
5. La quatrième conférence sur la gestion des finances publiques pour les pays francophones d'Afrique en 2024.



IL EST EN OUTRE RECOMMANDÉ AUX GROUPEMENTS ÉCONOMIQUES ET AUTRES ORGANISMES RÉGIONAUX :

1. Promouvoir une réglementation qui favorise la transparence, la responsabilité et la bonne gouvernance dans le secteur public.
2. Participer aux webinaires périodiques qui se tiendront jusqu'à la prochaine conférence en 2024 pour suivre les progrès par rapport aux résultats.
3. Participer à la quatrième conférence sur la gestion des finances publiques pour les pays francophones d'Afrique en 2024.



D'ICI À 2024

Des webinaires périodiques seront organisés jusqu'à la quatrième conférence sur la gestion des finances publiques pour les pays francophones d'Afrique en 2024 afin de suivre les progrès réalisés par rapport aux résultats. Le premier webinaire est prévu pour le **8 septembre 2022**. Au cours de ces webinaires, les principales parties prenantes seront invitées à partager des exemples d'actions qu'elles ont menées et à discuter des opportunités, des défis et des solutions connexes. Elles auront également l'occasion d'élaborer le programme de la prochaine conférence en 2024.

* <https://professionalisation.africa/>

ANNEXE 1

Aperçu du programme de la conférence

PREMIER JOUR

SESSION	DESCRIPTION	INTERVENANTS
Ouverture	• Introduction, bienvenue et aperçu de la conférence • Allocution du président de la PAFA • Mise à jour sur la réalisation de l'Agenda 2063 de l'Afrique, Aspiration 3 • Discours d'ouverture	• Yawo Djidotor, Président de l'ONECCA Togo • Cosme Goundété, président de la PAFA • Azeb Gebremedhin, directeur par intérim des finances, Union africaine • Daniel Kossi Toffio, directeur de cabinet, ministère de l'Économie et des Finances
Évolution de la gestion des finances publiques dans	• La session a permis de comprendre le paysage du secteur public dans les pays francophones d'Afrique • Les panélistes ont souligné les principales réformes de la GFP, les principaux défis et les solutions potentielles	Modérateur: André Foko, membre du conseil d'administration de la PAFAR Panel: • Prof. Philippe Lassou & Prof. Teerooven Soobaroyen, Association Africaine de Comptabilité et de Finance • Zolani Zonyane, conseiller technique: GFP, GIZ • Eric Boa, directeur principal, renforcement et innovation de la gestion financière des pays, Fonds mondial
Situation de l'information financière publique en Afrique	La session a permis de faire le point sur la situation de la comptabilité d'exercice dans le secteur public en Afrique	Ian Carruthers, Président, IPSASB
Renforcer la responsabilité du secteur public en Afrique	• La session a permis de comprendre les rôles des différentes parties prenantes pour renforcer la responsabilité dans le secteur public. • Les panélistes ont présenté différentes initiatives de réforme de la PFM au niveau national et l'impact souhaité	Modérateur: Arnaud Debray, PDG de la FIDEF Panel: • Djia Kibanda Negbane, Cour des comptes, Togo • Hon. Issaka Assoumane, député – Président, Comité des finances et du budget, Niger
La profession agit dans l'intérêt du public	La session a permis de comprendre le rôle de la profession comptable dans le renforcement de la responsabilité dans le secteur public	• André Foko, membre du conseil d'administration de la PAFA • Alain Yves Akoudjou, expert-comptable, Côte d'Ivoire
Passer de l'engagement à l'action - délibération en petit groupe	Les participants se sont divisés en petits groupes pour délibérer sur les questions soulignées dans le rapport	Modérateur: • Arnaud Debray, PDG de la FIDEF • Nicodème Adzra, Gérant Associé - Eulys Solutions SARL Animateurs de petits groupes

DEUXIÈME JOUR

SESSION	DESCRIPTION	INTERVENANTS
Les partenaires au développement et leur rôle dans la bonne GFP	La session a fourni un aperçu de chaque partenaire de développement/organisation donatrice participant; leur intérêt pour la GFP sonore; et leur point de vue sur la manière dont la profession comptable, les comptables généraux et les cours des comptes pourraient collaborer à une saine gestion des finances publiques	Modérateur: Azeb Gebremedhin, directeur des finances par intérim, Union africaine Panel: • Alain Nna, coordinateur régional en chef de la gestion financière, BAD • Zolani Zonyane, conseiller technique: GFP, GIZ • Eric Boa, directeur principal, renforcement et innovation de la gestion financière des pays, Fonds mondial • Saidou Diop, spécialiste principal du secteur public, Banque mondiale
Principaux groupes de parties prenantes et leur rôle dans la saine GFP	La séance a donné un bref aperçu de chaque groupe d'intervenants clés participants; comment ils contribuent à une bonne GFP; et leur point de vue sur la manière dont la profession comptable, les comptables généraux et les cours des comptes pourraient collaborer à une saine gestion des finances publiques	Modérateur: Reuben Orwaru, responsable du secteur public, PAFA Panel: • Nokwanda Mungeni, directeur technique, Association des comptables généraux d'Afrique orientale et australe • Meisie Nkai, PDG de l'AFROSAI-E • El Hadj Hassan, PDG du CREFIAF • Hon. Mawussi Semodji, député – Président, Comité des comptes publics, Togo
Agir - délibération en petit groupe	Les participants se sont divisés en petits groupes pour délibérer sur les questions mises en évidence dans le rapport	Modérateur: • Arnaud Debray, PDG de la FIDEF • Nicodème Adzra, Associé Gérant - Eulys Solutions SARL Animateurs de petits groupes
Flux financiers illicites	La session a permis de comprendre l'impact des FFI sur l'Afrique et les mesures prises par les partenaires de développement et les organisations donatrices pour lutter contre les FFI	• Zolani Zonyane, conseiller technique: GFP, GIZ • Carlotta E. Schuster, Chargée des affaires économiques associée, ALDC, CNUCED
Collaborer pour combattre l'IFF	La session a présenté les mesures prises par un PAO et une cour des comptes pour lutter contre les FFI	• Assoumane Souleymane, ONECCA, Niger • Hamidou GARBA, Cour des Comptes, Niger
Clôture	Discours de clôture et remerciements	• Alta Prinsloo, PDG, PAFA

APPENDIX 2

Liste des Participants



PARTICIPANTS EN PERSONNE

BÉNIN

Frederic Kinnou
Codo Serge Armand
Cosme Goundété

BURKINA FASO

Florent Desire Pare

BURUNDI

Dr. Upendo
Brilliant Cornell

CAP VERT

Luis Ortet da Veiga

CAMEROUN

Alain Nna Ebono

CÔTE D'IVOIRE

Alain Yves Akoudjou

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

Andre Foko Tomena
Adolphe Bilolo Kangodie
Christian Mudina Leboyer
Donat Kalala Kamuena
Michel Patrick Gamassa

ÉTHIOPIE

Agathe Nanga
Azeb Gebremedhin

FRANCE

Arnaud Debray
Nicodème Adzra

GABON

Alda Nissa
Mpinoboumou Ngoulakia
Alex Euv Moutsiangou

GUINÉE

Joseph Kadouno Saa
Kaba Keita

KENYA

Reuben Orwaru

NIGER

Era Ametonou Kudzo
Garba Hamidou
Hon. Issaka Assoumane
Mamane Harouna
Souleymane Assoumana

SAO TOMÉ

Telmo Tarcasio
Carvalho de Sousa

SÉNÉGAL

Babacar Bakhoun
Massamba Dieng

AFRIQUE DU SUD

Alta Prinsloo
Nokwanda Mungeni

TCHAD

Ousman Mamadou Affono

TOGO

Alassani Moussoulimi
Allouky Bidenam Epse Tchamdja
Awoute Yao
Bale Debaba Amoussou
Fiaty Yao Hetsu
Hon. Mawussi Semodji
Kegeh Kossi
Kounetsron Mawuli
Leu Bawe Tahalo
Messan Afanou
Nathalie Bitho
Negbane Kibanda Djia
Tchakei Amewarana
Yaba Mikaomina
Yawo Djidotor



INTERVENANTS VIRTUELS

CAMEROUN

El Hadj Hassan

CANADA

Prof. Philippe Lassou

CÔTE D'IVOIRE

Saidou Diop

AFRIQUE DU SUD

Zolani Zonyane
Meisie Nkau

SWISSE

Carlotta E. Schuster
Eric Boa

ROYAUME-UNI

Ian Carruthers
Prof. Teerooven Soobaroyen